



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le vote de la CMP ne change rien à notre détermination

Pour cette nouvelle journée de mobilisation, des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre une réforme des retraites insupportable.

Le gouvernement, affaibli et incapable de justifier ce nouveau cadeau au capital, décide de répondre par la violence. En l'organisant lui-même, comme à Rouen ce matin, avec une charge des forces de l'ordre contre des enseignants.es, en n'assurant pas la sécurité des manifestants.es comme à Belle-Île-en-mer où une voiture a foncé sur les manifestants.es, comme dans le Nord où des camarades se sont vus raflés par la police en pleine manif sur les retraites car ils se battent également contre la fermeture de leur entreprise (sucrierie d'Escaudoeuvres).

C'est aussi le cas dans de nombreuses villes, Paris, Rennes, Nantes, Lyon, etc. où les stratégies policières poussent les casseurs vers les cortèges syndicaux.

Au-delà de notre soutien aux camarades blessés par cette brutalité, nous appelons le gouvernement à répondre par le dialogue aux revendications ultra majoritaires des travailleuses et travailleurs en commençant par le retrait du projet de loi.

La brutalité et la force ne seront jamais la solution et nous n'y céderons pas.

Celles-ci et ceux-ci se sont une nouvelle fois très largement mobilisés.es sur l'ensemble du territoire, avec des actions très matinales, des grèves fortes dans tous les secteurs et une participation une nouvelle fois exceptionnelle aux manifestations proposées par l'intersyndicale. Plus de 1 700 000 manifestants recensés dans plus de 250 manifestations. Une mobilisation plus forte que le 11 mars.

Le vote de la Commission mixte paritaire ne change rien à notre détermination. Dès demain, nous continuerons l'action et les députés auront une lourde responsabilité, par leur vote, quant à la poursuite des luttes et des grèves.

Non, nous ne céderons pas, l'assemblée nationale doit entendre et respecter l'expression du peuple.

En votant contre, ils pourront redonner un peu de sens au mot démocratie.

Montreuil, le 15 mars 2023